



2009-09-09

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

liens:

[BelgoStat On-line](#)

[Information générale](#)

Au deuxième trimestre de 2009, l'activité économique a diminué de 0,3 p.c.

La croissance économique a encore légèrement diminué au deuxième trimestre de l'année 2009: en volume, le produit intérieur brut (PIB), corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est contracté de 0,3 p.c. par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, le repli de la croissance s'est accentué, à un rythme toutefois nettement ralenti: le PIB a reculé de 3,7 p.c., alors qu'il avait baissé de 3,1 p.c. au premier trimestre et de 1,0 p.c. au quatrième trimestre de 2008.

La valeur ajoutée a diminué, mais beaucoup moins sévèrement qu'un trimestre plus tôt, dans l'industrie (-0,9 p.c. par rapport au trimestre précédent, après une diminution de 3,8 p.c. au premier trimestre) et dans les services (-0,1 p.c., contre -1,1 p.c. au premier trimestre). Dans la construction, l'activité semble s'être stabilisée (+0,1 p.c. par rapport au trimestre précédent, après une baisse de 2,7 p.c. un trimestre plus tôt).

Les dépenses intérieures du secteur privé se sont encore affichées en baisse, que ce soit dans le chef des entreprises, dont la formation de capital fixe a diminué de 0,1 p.c. (après un recul de 3 p.c. au premier trimestre), ou dans celui des ménages. Les dépenses de consommation privée de ces derniers ont reculé légèrement (-0,2 p.c., contre -0,5 p.c. au premier trimestre), de même que leurs investissements en logements, de façon un peu plus marquée (-0,7 p.c.).

La demande extérieure est restée en net retrait, loin cependant des effondrements observés aux deux trimestres précédents: les exportations de biens et services ont diminué de 2,4 p.c., contre 10,7 p.c. au premier trimestre et 7 p.c. au quatrième trimestre de 2008.

Au deuxième trimestre de 2009, l'emploi aurait poursuivi son recul par rapport au trimestre précédent, à hauteur de 0,5 p.c. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, il est désormais également en baisse, de 0,7 p.c. (soit une diminution de l'ordre de 29 000 travailleurs), contre une progression de 0,1 p.c. (moins de 6 000 travailleurs) au premier trimestre. Il s'agit de la première baisse à un an d'écart du nombre de personnes occupées depuis le quatrième trimestre de 2002.

AGRÉGATS TRIMESTRIELS**PRODUIT INTÉRIEUR BRUT - EVOLUTIONS EN VOLUME***(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)*

	Pourcentages de variation par rapport à	
	la période correspondante de l'année	la période précédente
	précédente	
2006 I	3,3	0,9
II	3,1	0,7
III	2,8	0,6
IV	2,9	0,8
2007 I	2,9	0,8
II	2,5	0,3
III	2,7	0,7
IV	2,3	0,4
2008 I	1,9	0,4
II	1,9	0,3
III	1,1	0,0
IV	-1,0	-1,7
2009 I	-3,1	-1,7
II	-3,7	-0,3

PRINCIPALES COMPOSANTES DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT*(Pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier)*

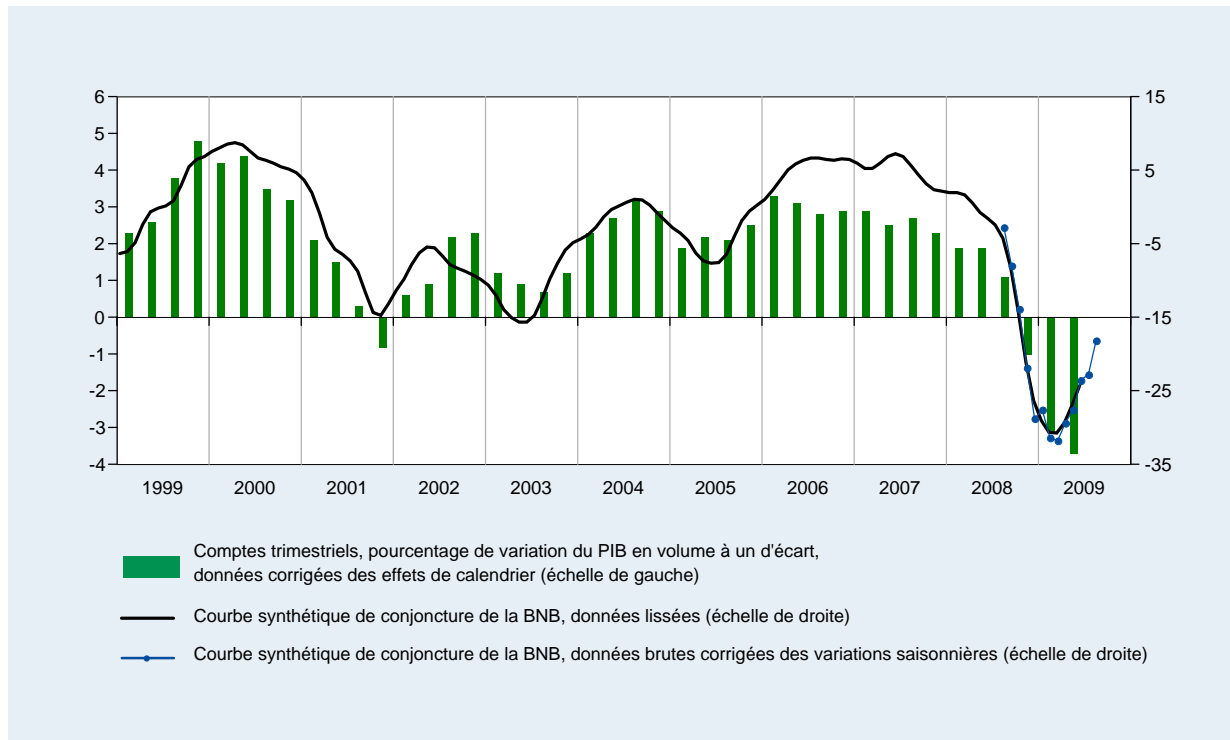
	2007		2008				2009	
	III	IV	I	II	III	IV	I	II
1. Valeur ajoutée								
Industrie	0,4	0,1	0,1	0,2	-0,3	-4,3	-3,8	-0,9
Construction	0,1	0,1	1,7	-0,4	0,4	-1,5	-2,7	0,1
Services	0,6	0,6	0,6	0,4	0,1	-0,9	-1,1	-0,1
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	0,4	0,2	0,5	0,0	0,0	-0,6	-0,5	-0,2
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,9	0,4	0,4
Formation brute de capital fixe totale	2,2	1,7	1,4	1,2	-0,6	0,1	-2,6	0,1
entreprises	3,2	2,9	1,6	1,5	-0,6	-0,5	-3,0	-0,1
logements	0,5	0,2	0,6	0,1	0,0	-0,4	-0,9	-0,7
administrations publiques (2)	-0,4	-3,5	3,1	1,8	-2,5	7,4	-4,2	5,0
Demande intérieure (hors stocks)	0,8	0,6	0,7	0,4	0,0	-0,1	-0,7	0,0
Variations des stocks (3)	0,5	0,0	-0,2	-0,2	0,2	-0,3	-0,8	-0,4
Exportations de biens et services	1,7	0,8	0,4	2,3	0,3	-7,0	-10,7	-2,4
Importations de biens et services	2,9	1,1	0,4	2,2	0,4	-5,6	-10,3	-2,5
Exportations nettes de biens et services (3)	-0,5	-0,2	-0,1	0,2	-0,1	-1,4	-0,2	0,2
3. Marché du travail								
Nombre total de travailleurs	0,4	0,5	0,5	0,3	0,3	0,0	-0,5	-0,5

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Les mouvements importants enregistrés dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques s'expliquent par des ventes de biens immobiliers publics, comptabilisées comme des désinvestissements.

(3) Contribution à la variation trimestrielle du PIB.

PIB et évolution conjoncturelle



Source: ICN